

## Convention entre les services fiscaux et les organismes sociaux

# Chasse à la fraude collective

Ils travaillaient ensemble déjà avant mais cette fois c'est officiel. La direction départementale des services fiscaux et les organismes sont liés par une convention pour lutter contre la fraude. Même si la fraude est le fait d'une minime partie des Ornais, elle représente un enjeu important. À titre d'exemple, le préjudice pour l'année passée au sein de la caisse d'allocations familiales de l'Orne s'élève à 400 000 euros et avoisine les 120 000 euros à la caisse primaire d'assurance-maladie de l'Orne. « Il en va de la notion de l'équité entre l'ensemble des contribuables. Au niveau national, le préjudice est d'environ 40 milliards d'euros ce qui représente à peu près le déficit de l'État. Dans cette période de crise économique, il est primordial de faire la chasse à la fraude car les gens honnêtes ne peuvent accepter que certains abusent des finances publiques », souli-



Les différents partenaires ont signé la convention

gne Jacques Mollon, directeur général des services fiscaux de l'Orne.

### Fichiers

Mercredi 4 février, ce dernier avait convié les directeurs des organismes sociaux (caisse primaire d'assurance-maladie, caisse d'allocations familiales, mutualité sociale agricole, régime social des indépendants, caisse régionale d'as-

surance-maladie et l'URSAFF) pour signer la convention de collaboration entre leurs différents services. « C'est la suite logique des comités départementaux de lutte contre la fraude et du comité de lutte contre le travail illégal ». Concrètement et afin de déceler le plus possible de fraudes, les partenaires vont pouvoir croiser leurs fichiers informati-

ques. « C'est une avancée. La commission nationale de l'identité et des libertés à autoriser ce système mais encadre quand même la procédure », prévient Jacques Mollon.

Les potentiels sont donc prévenus. La chasse est ouverte « et il est important de le faire savoir ». Des sanctions sont également en jeu. « Cela passe du remboursement des sommes versées indûment, à des pénalités et à des dépôts de plaintes ».